

Maître d'Ouvrage :
**Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de
l'Intérieur du Sud-Ouest**

89 cours Dupré de St Maur - BP 30091 -
33041 BORDEAUX Cedex



**Isolation par l'extérieur du
bâtiment administratif de la
gendarmerie Lovy à TULLE**

Phase : **DCE**

Date : **septembre 2025**

Indice : **A**

C . C . T . P .
Lot N°00 PRESCRIPTIONS COMMUNES

Economiste
BET DELOMENIE SCOP ARL

51 quai Aristide Briand
19000 TULLE
Tel : 05 55 26 34 96
Email : s.rathonie@delomenie.fr

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

DEFINITION DE LA PRESTATION

Le CCTP du présent lot concerne les travaux l'ensemble à exécuter pour l'Isolation par l'extérieur du bâtiment administratif de la gendarmerie Lovy à TULLE pour le compte de la Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur du Sud-Ouest.

CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le présent cahier règle les conditions particulières d'exécutions des travaux de façades extérieures en vue de la rénovation énergétique du bâtiment.

CONTENU DU MARCHE

Liste

Sont à la charge de chaque titulaire, sans que la liste soit exhaustive :

- les études et plans d'exécutions,
- la fourniture et l'amenée à pied d'œuvre des matériaux et matériels nécessaires à l'exécution des travaux,
- le levage et la mise en œuvre des matériaux,
- la fourniture et la réalisation d'échantillons pour approbation du Maître d'œuvre,
- les échafaudages et protections nécessaires à l'exécution des travaux,
- toutes les protections nécessaires,
- le nettoyage en fin d'intervention de l'entreprise,
- la fourniture des fiches techniques relatives aux produits mis en œuvre,
- l'évacuation et la gestion des déchets conformément à la réglementation en vigueur,
- toutes les prestations nécessaires pour avoir un ouvrage complet et conforme.

CARACTERE GLOBAL ET FORFAITAIRE

Il est précisé que le CCTP et les plans ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description de tous les matériaux, détails ou dispositifs, il reste entendu que seront compris dans le prix global et forfaitaire, non seulement tous les travaux indiqués aux plans, que ceux fournis par les soumissions, et décrits ou non dans les CCTP mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction suivant toutes les Règles de l'Art et à la réalisation des divers locaux et dispositions indiquées dans les plans et CCTP.

L'entrepreneur par le fait même de soumissionner, s'étant rendu compte des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature, reconnaît qu'il a suppléé par ses connaissances professionnelles dans sa spécialité aux détails qui peuvent être omis dans les différentes pièces du dossier.

L'entreprise devra également signaler au maître d'œuvre toutes erreurs de côtes ou de contradictions entre les plans et remettre son offre en tenant compte de ces erreurs.

Les titulaires devront remettre leurs offres conformément aux cadres de bordereaux joints au dossier de consultation. Elles ont la possibilité d'effectuer les sous détails nécessaires à l'intérieur d'articles des bordereaux. En cas d'omission ou d'erreurs dans les C.C.T.P. ou quantitatifs, l'entreprise a l'obligation de remettre son offre en tenant compte de ces omissions ou erreurs et de les signaler à la Maîtrise d'Oeuvre avant la signature des marchés. Les quantités sont données à titre indicatif et chaque entreprise a le devoir de les vérifier avant la remise de son offre.

NOTE IMPORTANTE

Chaque titulaire devra vérifier les quantités fournies au dossier de consultation et ne pourra les contester après signature de son marché.

Les éventuelles modifications de quantités seront bien spécifiées "Positionner la nouvelle quantité sous celle fournie à la consultation".

Le mode de métré et le sous détail pourront être fournis à l'entreprise adjudicataire suivant les principes de la circulaire du 9 mars 1982.

REGLEMENTATIONS

Respect des normes et règlements

Les fournitures et travaux seront conformes aux normes et règlements en vigueur. Ils seront notamment conformes aux documents suivants :

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

- DTU 25.41 : Isolation thermique par l'extérieur (ITE),
- DTU 41.1 : Travaux de ravalement de façades,
- DTU 43.1 : Enduits de façade,
- DTU 45.1 : Isolation thermique des bâtiments,
- DTU 39 : La dépose des volets roulants et de leurs mécanismes,
- NF DTU 42.1 : Travaux d'exécution des revêtements en systèmes d'ITE,
- NF P 75-301 : Fixations pour isolation thermique par l'extérieur,
- NF DTU 34.4 : Mise en œuvre des fermetures et stores,

Normes européennes et Françaises :

- NF EN 13499 : Systèmes d'isolation thermique par l'extérieur (ITE) - Méthode de contrôle,
- NF EN 13914 : Enduits de façade - Mise en œuvre,
- NF P01-013 : Dispositions dimensionnelles et de sécurité des barreaudages,

Décrets et réglementations

- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH),
- Code de l'Environnement,
- Décret de 10 mai 2017 : Travaux d'amélioration de la performance énergétique,
- Décret n°2012-1186 : relatif à l'isolation thermique par l'extérieur,
- Réglementation sur la gestion des déchets de chantier.

Hygiène et Sécurité

Les titulaires devront lors du chiffrage de leurs offres, prendre en compte toutes les réglementations en vigueur, concernant l'hygiène et la sécurité à savoir en outre :

- Décret n° 65-48 de janvier 1965 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du Travail (tiré II - Hygiène et sécurité des travailleurs), et ses circulaires d'application.
- Loi n° 93-1418 du 31.12.93 modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de Génie Civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la Directive du Conseil des Communautés Européennes n° 92-57 en date du 24.06.92.
- Décret n° 94-1159 du 26.12.94 et circulaire DRT n° 96.5 du 10.04.96, relatifs à la coordination hygiène et sécurité des travailleurs sur les chantiers de bâtiment et de Génie Civil.

Elles devront aussi prendre en compte dans leurs offres toutes les demandes formulées par le coordonnateur S.P.S. sur son P.G.C. joint au dossier d'appel d'offres.

L'entreprise titulaire de son marché devra remettre au CSPS son PPSPS dans un délai maximum de 30 jours, à la date de démarrage des travaux.

Techniques

Les ouvrages seront calculés et exécutés conformément :

- Aux lois, décrets, arrêtés et normes en vigueur à la date de remise de l'offre, et propres à chaque corps d'état concerné,
- Aux documents techniques unifiés (DTU en vigueur à la date de remise de l'offre)
- Aux règles de calcul en vigueur à la date de remise de l'offre.

L'ensemble des normes et DTU en vigueur à la date d'exécution des travaux sera indiqué en tête de chaque lot sans que cette liste soit limitative.

Les matériaux ou éléments de construction employés sur le chantier devront avoir fait l'objet d'essais par un laboratoire agréé et leur comportement au feu devra répondre à l'utilisation qui en est faite.

Sécurité et protection de la santé

Le chantier est soumis à une coordination SPS de niveau 2. Un Plan Général de Coordination est joint au DCE. Les entreprises devront effectuer leurs inspections communes avec le SPS avant de fournir leur PPSPS qui devra être validé avant toute intervention.

INDICATIONS GENERALES

A/Prise de possession du chantier

L'entrepreneur du lot n°01 et les autres corps d'états intervenant prendront possession du chantier en l'état actuel, c'est à dire un site occupé.

Les salariés devront avoir une tenue correcte avec des tenues vestimentaires distinctes pour chacune des entreprises.

La prise de repas sur le lieux même des travaux sera interdite.

L'accès au chantier sera exclusivement réservé aux véhicules d'entreprise pour des déchargements ou pour

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

des évacuations, ensuite ils devront stationner sur les parking réservés à cet effet. En cas de non respect de cette règle l'entrepreneur sera sanctionné voir exclu du chantier avec toutes les incidences qui en découleraient.

B/Etude - Détails d'exécution

L'entreprise devra établir les plans d'adaptations chantier, les plans de réservations, détails de fabrication, plans de chantier, etc ... et nomenclatures nécessaires qui devront être fournis au maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle, au démarrage des travaux.

L'entrepreneur fournit toutes les caractéristiques des matériaux employés et prévoit d'apporter sur le chantier tous éléments permettant les différentes mises au point en coordination avec les autres corps d'état concernés dans le cadre de la réalisation.

C/Obligations du constructeur

°Pendant la période de préparation

Les entrepreneurs devront fournir les temps d'intervention des différentes tâches pour l'établissement du planning, le PPSPS, ainsi que toutes indications utiles pour permettre la mise au point définitive des détails en collaboration avec les autres corps d'état.

°Avant début d'exécution

Les entreprises devront s'assurer :

- De la conformité des plans avec la structure existante
- Des respects des points de détails établis ultérieurement.

°Pendant l'exécution

Les entreprises devront à leurs frais, risques et périls :

- Le chargement, déchargement et montage à pied d'oeuvre, de tous ses matériaux et matériels (échafaudages)
- Tous dispositifs de protection et de sécurité de son personnel pour l'exécution de ses travaux.
- Elle devra toutes les prestations indispensables au complet et parfait achèvement de ses ouvrages, sans qu'elle puisse prétendre à aucune majoration du prix forfaitaire.

°A la réception

L'entreprise devra fournir les plans des installations telles qu'elles auront été exécutées avec remise des DOE. Elle devra également la fourniture en 3 exemplaires des plans de récolements ainsi que les fiches de maintenance et techniques des appareils mis en place pour l'élaboration des DIUO.

Les DOE seront remis en fin de chantier et comprendront :

- 2 exemplaires papier + 1 exemplaire reproductible
- Les plans d'exécution en format informatique type DWG et PDF ou équivalent, reproduisant fidèlement les ouvrages, les schémas électriques, fluides, etc ...
- Les essais
- 1 classeur comprenant les notices techniques des matériels. L'entrepreneur devra s'assurer dans tous les cas que l'aspect maintenance de l'installation a bien été étudié.

D/Stockage des matériaux

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que le stockage des matériaux sur les planchers existants ne devra jamais apporter de surcharges localisées excédant les exigences réglementaires.

E/Assistance technique

Pour l'exécution de certains travaux, l'assistance technique d'un fabricant pourra être imposée, et l'entrepreneur adjudicataire devra être agréé par le fabricant.

L'architecte pourra demander l'exécution, dans le cadre des travaux prévus au présent document, de surfaces ou pièces témoins, par le service de démonstration du fabricant.

E/Préchauffage

Dans le cas où un préchauffage serait nécessaire, les entreprises concernées auront à leur charge la fourniture de tous les corps de chauffe nécessaires et leur raccordement sur le branchement provisoire de chantier.

F/Protection des conduites souterraines et aériennes

Chaque entreprise devra reconnaître les tracés de canalisations, conduites, électricités, eau, etc...

Elle prendra toutes précautions réglementaires pour assurer la protection des canalisations de toutes natures, aériennes ou enterrées ; elle devra faire toutes déclarations auprès des services publics, ou para-publics, pour éviter tout accident lors des terrassements ou mouvements de véhicules et d'engins.

En aucun cas, les entreprises ne pourront arguer de la présence de ces ouvrages pour demander une modification des délais d'exécution ou du montant de son forfait en invoquant l'impossibilité d'utiliser certains types de matériels.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTIONS

A/Connaissance du projet

Pour l'étude et la détermination de leurs prestations, les entrepreneurs devront se procurer toutes les pièces des dossiers des autres corps d'état, notamment les CCTP et le rapport du coordonnateur de sécurité (P.G.C.).

Ils ont le devoir d'en prendre connaissance et ne pourront en aucun cas faire état de ne pas les avoir consultés et de les ignorer, pour éluder leurs obligations en matière de prestations et de liaison avec les autres corps d'état.

Il est précisé que les entrepreneurs devront prévoir à leur charge l'ensemble des travaux nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble des ouvrages.

Au moment de la réalisation des travaux, les entrepreneurs devront prendre contact avec tous les adjudicataires des autres lots afin d'arrêter avec eux, dans le détail, les dispositions communes à adopter en ce qui concerne la réalisation de leurs ouvrages respectifs.

B/Clause particulière à la remise des offres

Les entrepreneurs devront obligatoirement fournir les fiches techniques des matériaux proposés pour approbation.

C/Dossier de consultation des entreprises

L'entrepreneur devra étudier sa proposition conformément aux données du dossier qu'il devra vérifier.

Les propositions seront examinées par le Maître d'Ouvrage et la Maîtrise d'Oeuvre.

Dans le cadre de propositions équivalentes complémentaires à la proposition de base, les entrepreneurs devront prendre entièrement à leur charge les incidences qu'il pourrait y avoir sur l'installation, tant au point de vue exécution des travaux, qu'établissement des plans d'exécution pour les ouvrages réellement exécutés.

Nota :

Les installations seront livrées complètes, en parfait état de fonctionnement

Les travaux auront lieu principalement dans des bâtiments existants.

D/Dossier d'exécution

Le délai d'établissement des dossiers d'exécution sera le suivant :

-HUIT JOURS au plus tard après notification de son marché, l'entrepreneur devra fournir le dossier technique suivant :

°Plans de réservations indispensables à l'exécution des travaux si ces divers plans n'étaient pas fournis à l'entrepreneur de gros œuvre dans les délais prévus, les ouvrages seraient effectués par ce dernier, mais à la charge du lot défaillant.

-HUIT JOURS à compter de l'Ordre de Service de démarrage des travaux :

°Établissement des plans de détails d'exécution

°Vérification, mise au point et approbation par le Bureau d'Etudes Techniques et de Contrôle, des divers plans précités.

-Tout retard dans la fourniture de ces pièces sera sanctionné par des pénalités calculées dans les conditions prévues par le CCAP, pour les retards de chantier.

E/Synthèse

Les plans de synthèse sont les plans de coordination spatiale des installations des différents corps d'état techniques, c'est-à-dire principalement les tuyauteries, gaines, câbles des corps d'état chauffage-climatisation, plomberie, désenfumage, électricité CFO / Cfa, protection incendie, détection incendie, cloisons, plafonds ...

En conséquence, les entreprises concernées devront établir selon un formalisme qui sera défini par la Maîtrise d'œuvre :

°des vue en plan intégrant l'ensemble des prestations concernées,

°toutes les coupes ou détails particuliers à la demande de la Maîtrise d'œuvre.

L'entreprise du lot n°01 aura à sa charge sur la base des plans de structure le compilage des différents plans et coupes, ainsi que l'identification des conflits.

La Maîtrise d'œuvre aura en charge l'animation de la cellule de synthèse. Des réunions hebdomadaires seront provoquées afin d'obtenir les informations nécessaires auprès des entreprises concernées, et de traiter les conflits.

Les entreprises seront obligatoirement présentes à ces réunions et devront, en suivant, une remise à jour des plans d'exécution après traitement des problèmes.

Dans le cas où une entreprise serait défaillante (plans non remis en temps utile), les coûts des travaux induits (carottage, percement, ...) du fait du retard seront à la charge du lot défaillant.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Les études de synthèse sur la totalité du chantier devront être finalisées sous deux mois après le démarrage de chantier ; dans le cas contraire, des pénalités seront appliquées.

F/Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages (locaux témoins)
Les dispositions du CCAG travaux sont seules applicables.

Toutes les entreprises devront satisfaire à leurs obligations, en vue de la réalisation des locaux témoins à la date indiquée (éventuellement) au planning prévisionnel joint au Dossier de Consultation des Entreprises:
Chaque entrepreneur est tenu d'intervenir même si la réalisation de ces locaux témoins ne coïncide pas avec son intervention pour la réalisation des travaux.

Chaque entreprise est tenue de faire toutes les démarches nécessaires afin d'obtenir l'ensemble des matériaux indispensables à la complète exécution de ces chambres témoins, sous peine d'application des pénalités de retard indiqués au CCAP.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMMUNES

A/Raccord à la charge de chaque entreprise

Les entrepreneurs devront prendre toutes dispositions tant en ce qui concerne les percements que les trous, scellements et calfeutrements, pour qu'ils soient effectués avant la terminaison des finitions, ce qui évitera tous raccords ultérieurs inadmissibles dans une construction neuve.

Au cas où les directives ci-dessus ne seraient pas respectées, tous les raccords nécessaires seront exécutés à la charge des entrepreneurs fautifs.

B/Obligations des entreprises

°Échantillons

Les entreprises sont tenues de fournir au cours de la période de préparation tous les échantillons qui leur seraient demandés par l'architecte.

Les échantillons sont inscrits sur un registre et sont numérotés.

Le registre comporte une case réservée à la signature du maître d'oeuvre qui seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier.

Aucune commande de matériel ne peut être passée par les entrepreneurs sinon à leurs risques et périls, tant que l'acceptation correspondante n'a pas été matérialisée par la signature ci-dessus visée.

Ils seront présentés dans un local approprié, fermant à clé, situé à coté du bureau de réunion.

°Environnement

Le recours aux produits et matériaux apportant une plus value environnementale est favorisé.

Les peintures, lasures et vernis employés devront avoir le label NF Environnement

Les bois utilisés devront justifier des labels FSC ou PEFC

°Agrément

Tous les ouvrages de références différentes de celles prévues au CCTP ou dont les plans ou échantillons n'auront pas obtenu l'agrément du maître d'œuvre avant l'exécution peuvent être refusés à tout moment ou lors de la réception.

°Reconnaissance des lieux / Visite sur place

Le soumissionnaire doit avant d'établir sa soumission, reconnaître les lieux sur lesquels seront réalisés les travaux définis au marché (passage canalisations, conduites, etc..) et faire toutes les déclarations auprès du Maître d'Ouvrage.

Pour cela il est tenu de se rendre sur place, afin de mieux apprécier l'étendue des prestations qui lui sont demandées et de juger par lui-même des difficultés pour la réalisation des travaux le concernant et en particulier en matière de sécurité.

Il ne peut, en effet, invoquer après la notification du marché, sa méconnaissance de telle ou telle caractéristique des lieux pour réclamer des suppléments au montant de sa soumission.

De plus il devra justifier de sa visite du site en joignant à son offre le certificat de visite signé et daté par le maître d'ouvrage.

°Permis feu

Les entreprises qui utiliseront des chalumeaux, postes à souder, etc ... à l'intérieur du bâtiment (exclusivement dans la zone chantier) devront obligatoirement établir des demandes de permis de feux avec le responsable de la sécurité de l'établissement

°Constat d'huissier

Les entreprises en présence du Maître d'Ouvrage et du Maître d'oeuvre devront faire dresser à leurs frais par un homme de loi agréé un référé préventif sur les voisinages, accompagné des photos nécessaires attestant de façon visuelle de l'état des lieux pour lesquels ces documents sont jugés utiles. Une copie de ces

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

documents sera remis à titre gracieux au Maître d'Ouvrage et Maître d'Oeuvre.

La convocation aux opérations est adressée par le gestionnaire du compte prorata en lettre recommandée avec accusé de réception aux différentes parties 3 semaines avant les opérations. Le procès-verbal est diffusé dans les 15 jours par le gestionnaire du compte prorata au Maître d'Ouvrage, Maître d'Oeuvre et entreprises.

C/Bureau de contrôle - Essai - Épreuve

L'entrepreneur doit tenir compte, sans augmentation de son forfait, des observations du Bureau de Contrôle concernant le choix des matériaux et leur mise en œuvre. Il doit en particulier appliquer toutes les instructions portées dans le rapport préliminaire du bureau de contrôle concernant :

- la solidité des ouvrages,
- les essais et vérifications de fonctionnement (voir détail ci-dessous)
- la sécurité des personnes
- l'acoustique.

l'accessibilité handicapés

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer avant réception les essais et vérifications figurant sur la liste approuvée par les assureurs, publié dans le supplément n° 82-51 bis du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment du 17.12.82.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès verbaux qui devront être envoyés pour examen au Bureau de Contrôle en deux exemplaires.

Ce dernier adressera au Maître d'Ouvrage, avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portant sur les procès verbaux mentionnés ci-dessus.

Les essais et vérifications seront à la charge de l'entrepreneur ainsi que toute reprise d'ouvrage signalé non conforme ou défectueux dans le rapport référencé ci-dessus.

Les entreprises devront fournir au bureau de contrôle et à l'architecte les attestations de mise en œuvre des ouvrages décrits par les bordereaux d'essais, ainsi que les procès verbaux d'essais incendie des matériaux et ouvrages mis en œuvre par eux ou leur fournisseur.

Les frais inhérents aux prélèvements, essais, épreuves et contre-épreuves par le marché, seront à la charge de chaque entreprise.

INSTALLATION DU CHANTIER

Généralités / Organisation

Au premier rendez-vous de la période de préparation, l'entrepreneur adjudicataire des travaux du lot n°01 sera tenu de prendre les contacts avec les autres entreprises pour préparer le plan d'organisation de chantier.

Le plan d'organisation du chantier, préparé par l'entreprise du lot n°01 sera présenté dans un délai fixé lors de premier rendez-vous de chantier, et en accord avec toutes les entreprises des autres corps d'état.

D'une façon générale, les entreprises devront se conformer au plan général de Coordination joint au présent dossier en application du décret n° 94.1159 du 26.12.94.

A/Rendez-vous de chantier

Les rendez-vous de chantier, auront lieu de façon hebdomadaire à jours et heures fixes. Les entrepreneurs seront obligatoirement tenus de participer à ces réunions ou d'y être valablement représentés.

Un compte-rendu sera établi à l'issue de chaque réunion et diffusé aux entreprises.

B/Hygiène et sécurité

L'entrepreneur du Lot n°01 est chargé de mettre en œuvre et d'entretenir les dispositifs communs de sécurité et d'hygiène, et ce, jusqu'à la fin des travaux de tous les corps d'état.

L'entretien et le maintien en place des dispositifs de sécurité générale (échafaudage, filets, etc...) sera de la responsabilité de chaque entreprise en accord avec le Coordonnateur S.P.S.

C/Nettoyage

Les entreprises devront en plus de leurs nettoyages hebdomadaires, un nettoyage complet des ouvrages à la fin de leurs interventions. Aucune incinération ne sera tolérée sur le chantier.

De-plus les gravats issus de travaux de démolition et/ou de dépose devront être évacués journalièrement.

D/Condition d'exécution

Les entreprises devront prendre toutes les dispositions afin que le fonctionnement soit le plus normal possible. Pour ce faire il faudra maintenir les accès de sécurité libres et protéger les voies de circulation, de nettoyer et protéger de façon journalière les surfaces qui seraient susceptibles d'être utilisées par le personnel ou le public, enfin chaque entreprise devra respecter les consignes du CSPS.

E/Fin de travaux

Les travaux devront être terminés selon la date du planning général. En conséquence, les entreprises devront

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

réaliser l'ensemble des travaux prévus et commander tous les matériels nécessaires à leurs fournisseurs avant les interruptions et fermetures d'usines pour les périodes du congés.

Accès au chantier**A/ Accès chantier**

L'entrepreneur du lot n°01 aura à sa charge exclusive, le nettoyage et la remise en état éventuelle des chaussées et accès, y compris tous les frais y afférents.

B/Aire de chantier

La création d'une aire, son entretien et la remise en état du terrain après coup sont à la charge exclusive du lot n°01.

Emplacement à définir avec le Maître d'ouvrage et le coordonnateur S.P.S.

Branchements**A/Branchement d'eau**

L'entrepreneur du lot n°01 fournira et posera une armoire de chantier en accord avec le Maître d'ouvrage pendant toute la durée des travaux.

Il la fera débrancher en fin de travaux.

Les consommations seront à la charge de la gendarmerie.

B/Nettoyage

Les entreprises des différents lots devront le nettoyage quotidien des locaux dans lesquels ils travaillent.

Les abords du chantier seront nettoyés de façon journalière y compris pour les entreprises employant des engins de circulation susceptibles de souiller les chaussées de boues. Dans ce cas, les roues des camions devront être lavées au départ du chantier, et les nettoyages devront se faire journalièrement.

Ces dispositions concernent tous les lots.

C/Conditions de garantie et assurances

Tous les travaux compris dans le marché seront soumis aux garanties "bâtiments" telles qu'elles sont définies par les articles 1792 alinéa 1 à 6 du Code Civil, loi du 4 janvier 1978.

-Garantie de "parfait achèvement" d'une durée de UN AN à compter de la réception (art. 1792-6)

-Garantie de bon fonctionnement d'une durée de DEUX ANS à compter de la réception (art. 1762-3)

-Garantie décennale.

Les assurances des entrepreneurs et des intervenants concernés seront conformes à ces clauses de garantie.

Pour répondre à ces garanties avec les assurances correspondantes, les ouvrages devront :

°soit être réalisés par des procédés traditionnels et agréés comme tels

°soit relever d'un agrément particulier du groupement des compagnies d'assurances

°soit relever d'avis technique CSTB.

S'ils ne répondent pas à ces conditions, les ouvrages concernés feront l'objet d'une assurance spécifique "fabricant entrepreneur" intégrant la suppression Maître d'Ouvrage et présentant pour le Maître d'ouvrage les mêmes garanties et conditions que le régime normal biennal/décennal.

ORGANISATION DU CHANTIER**Obligations des entreprises****Conformité à la réglementation**

D'une manière générale, les entreprises devront respecter les différents documents techniques, administratifs, etc... régissant les travaux de bâtiment.

Matériaux et produits**Echantillons**

Les entreprises dont l'offre auront été retenue devront fournir les échantillons ou maquettes de tous les matériaux, appareils ou éléments nécessaires à l'exécution de leur marché. Ces échantillons seront soumis au Maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre. Ils deviendront la propriété du Maître de l'Ouvrage qui pourra les éprouver et éventuellement les détériorer pour faire les essais prescrits par le CSTB. Les échantillons seront remis au maître d'œuvre au moins un mois avant l'exécution des travaux concernés.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUESChoix et essais

Toutes les couleurs seront choisies par le Maître d'ouvrage. Des surfaces témoins de dimensions suffisantes seront soumises à l'agrément du Maître d'Ouvrage pour chaque ton. A la demande de celui-ci un échantillon de chacun des produits devra être fourni.

Supports, scellements, ancrages et fixations

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour s'assurer de l'environnement du support existant. Les tests d'arrachement nécessaires pour définir les types de fixations sont aux frais du titulaire. A l'issue de la phase de consultation, l'entrepreneur ne pourra aucunement invoquer un mauvais état des supports ou d'une quelconque autre demande.

Frais inter-entreprisesCompte Prorata

Une convention inter-entreprise sera mise en place par les entreprises permettant de définir l'imputation des diverses dépenses communes de l'ensemble des entreprises sur le chantier telles que défini au CCAP :

- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
- Frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en oeuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - ° l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;
 - ° les dégradations et les détournements ne peuvent être imputés au titulaire d'un lot déterminé ;
 - ° la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.
- Evacuation aux décharges répartie au titre du compte prorata en dehors des déblais provenant de la démolition
- Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone notamment les consommations d'eau destinées aux remplissage des bassins et réseaux pour les épreuves de ces derniers. Le remplissage définitif qui est le dernier avant livraison est à la charge du maître d'ouvrage. Les consommations d'électricité lors des OPR et opérations de mise en service et essai qui se feront depuis le branchement définitif seront à la charge du maître d'ouvrage
- Les consommations de gaz lors des OPR et opérations de mise en service et essai qui se feront depuis le branchement définitif seront à la charge du maître d'ouvrage
- Chauffage du chantier.
- Frais d'exploitation des ascenseurs de chantier si nécessaire

Les entrepreneurs devront prendre en considération dans leur offre, le coût de ce compte, qui sera réparti entre les entreprises proportionnellement au montant de leurs marchés initiaux.

La gestion de ce compte sera assurée par l'entrepreneur principal du lot n°01 sous contrôle des autres lots.

Pour ce qui concerne la répartition des dépenses dites communes, l'action du Maître d'Oeuvre sera limitée au rôle d'amiable compositeur qu'il pourra jouer dans le cas où les répartitions financières conduiraient à des différends entre les entrepreneurs, si ces derniers lui demandent d'émettre un avis destiné à faciliter le règlement de ces différends.

Une convention de compte prorata sera obligatoirement signée par toutes les entreprises et en fin de chantier, chacune d'elles devra présenter à la PMR le quitus de sa participation au compte prorata. Le titulaire gestionnaire du lot n° 01 fera des appels de fonds mensuels pour provision du prorata de 1% du montant des marchés de toutes les entreprises.

Nettoyage de chantier

Les gravois, déchets et emballages devront être évacués quotidiennement vers des centres agréés par chaque titulaire. Le site et ses abords devront être maintenus en état de propreté. L'entrepreneur maintiendra parfaitement propre le chantier et ses abords.

Un état des lieux sera dressé avant les travaux et les entrepreneurs devront remettre en état toute dégradation (pelouse, sol, cheminement béton, etc.).

Nettoyage des voiries et abords

L'entrepreneur du lot n°01 doit prendre toutes les précautions pour éviter de salir les voiries et abords du chantier. Il doit exécuter le nettoyage journalier de ces voiries et abords ainsi que les réparations de toutes les dégradations causées aux ouvrages de la voie publique pendant la durée du chantier. Les frais en résultant sont à la charge du compte PRORATA.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Nettoyage quotidien

Chaque entreprise est tenue de laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après exécution des travaux dont elle est chargée.

Chaque titulaire de lot a la charge de l'évacuation de ses propres gravois et déblais.

Le chantier fera l'objet d'un tri sélectif obligatoire des déchets (D.I., D.I.B., D.I.S. Déchets d'emballages). Le type de tri sera arrêté au cours de l'étude en concertation avec le maître d'œuvre et le coordonnateur de santé et de sécurité.

Une inspection hebdomadaire aura lieu en présence du coordinateur, du Maître d'OEuvre et des entreprises. Si le Maître d'OEuvre ou le coordinateur jugent l'état du chantier non satisfaisant, ces derniers se réservent le droit de faire procéder à un nettoyage général par une tierce entreprise aux frais des entreprises présentes sur le chantier dans la période d'une semaine précédant la prise de décision de ce nettoyage, au prorata du montant de leur marché.

Déductions opérées sur situations mensuelles.

Nettoyage de réception

Un nettoyage de chantier "pré OPR" sera effectué par chaque titulaire de lot.

Les nettoyages intérieurs et extérieurs (sols, voiles bétons, toiture, faux-plafond, façade,...) seront réalisés par chaque entreprise pour ses ouvrages.

Le nettoyage de fin de chantier des voiries et abords sont à la charge et aux frais du lot n°01.

Protection des ouvrages

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions de protection et de nettoyage pour éviter : salissures, projections, rayures et toutes dégradations des ouvrages non peints.

L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions et mettre en place toutes les protections nécessaires pour éviter que les ouvrages réalisés par un autre corps d'état ou les existants ne soient détériorés à la suite de ses interventions.

Chaque entrepreneur est responsable jusqu'à la réception de la protection de ses ouvrages. À cet effet, il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toutes dégradations. Dans le cas où il en serait constaté, il devrait remettre en état, entièrement à ses frais et sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, les ouvrages détériorés.

Echafaudage et moyens de levage

Chaque entreprise aura à la charge les matériels de levage et de manutention, ainsi que les échafaudages et les protections correspondantes qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux (matériels non imputables au compte prorata). Il appartiendra à l'entrepreneur de se rapprocher de l'entreprise titulaire du Corps d'Etat principal, lot n°01 pour l'utilisation de ses matériels de levage qui devra avoir l'accord de l'OPC et du CSPS.

DECHETS ET GRAVOIS DE CHANTIER

Tri des déchets sur chantier

Devront obligatoirement être triés sur chantier les déchets suivants :

- Les déchets dangereux ;
- Les déchets inertes ;
- Les emballages.

Les déchets ménagers et assimilés pourront être triés ou non sur le chantier.

Valorisation des déchets de chantier

Les déchets totalement ou partiellement valorisables devront, dans la mesure du possible, être valorisés, selon leur nature, dans des conditions conformes à la législation :

- Par réemploi ;
- Par traitement de valorisation, selon le cas :
- Par l'entrepreneur dans une installation agréée,
- Par cession par l'entrepreneur à une exploitation agréée pour assurer la gestion de déchets ;
- Par valorisation produisant de l'énergie, le transport jusqu'à l'installation de traitement étant à la charge de

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

l'entrepreneur.

Dans le cas de cession par l'entrepreneur des déchets valorisables à un tiers pour traitement, cette cession devra impérativement faire l'objet d'un contrat écrit.

Ce contrat devra notamment préciser la nature et les quantités de déchets faisant l'objet du contrat, le ou les types de valorisation, et tous les autres renseignements exigés par la réglementation.

Elimination des déchets de chantier après tri

Il est rappelé que, conformément aux termes de la loi du 15 juillet 1975 et du règlement sanitaire départemental, le brûlage à l'air libre de déchets est strictement interdit.

- Déchets dangereux

Les déchets dangereux devront être évacués dans une installation de classe 1.

Avant chargement, les déchets devront être ensachés, conditionnés et palettisés filmés, dans les conditions fixées par la réglementation.

- Déchets inertes

Ces déchets devront être évacués dans une installation de classe 3.

- Emballages - sauf ceux ayant contenu des produits dangereux

Les emballages de chantier devront obligatoirement être valorisés par l'entrepreneur (décret no 94- 609 du 13 juillet 1994). Le mode de valorisation est laissé au choix de l'entrepreneur, selon des critères de coût ou autres. Cette valorisation pourra se faire comme il est dit à l'article « Valorisation des déchets de chantier » ci avant.

- Emballages ayant contenu des produits dangereux

Ces emballages seront évacués dans une installation de classe 1, après ensachage ou conditionnement réglementaire.

- Déchets ménagers et assimilés, non triés sur chantier

Dans le cas où ils ne sont pas triés sur chantier, ces déchets seront évacués dans une installation de classe 2.

L'entrepreneur pourra également transporter ces déchets non triés à un centre de tri.

- Déchets ménagers et assimilés triés sur chantier

Les déchets incinérables pourront être transportés par l'entrepreneur à une installation produisant de l'énergie.

Ceux valorisables pourront être transportés par l'entrepreneur à une installation de valorisation ou de recyclage.

Les autres déchets seront évacués dans une installation de classe 2.

Transport des déchets

L'envoi des déchets vers le lieu de traitement s'accompagnera de l'émission d'un bordereau de suivi des déchets.

Le transport des déchets de chantier devra être effectué dans le strict respect de la réglementation très précise à ce sujet.

Déchets dangereux

Le transport des déchets dangereux devra se faire conformément à la réglementation, et notamment :

- Les déchets devront être ensachés ou conditionnés et comporter l'étiquetage réglementaire ;

- Le véhicule, son équipement et ses papiers de bord devront répondre à la réglementation ;

- Le transporteur devra être habilité pour ce type de transport, et il devra respecter les instructions particulières qu'il aura reçues de la préfecture ou de la direction départementale de l'équipement concernant les itinéraires.

Pour les déchets d'amiante friable ou de certains produits de peinture, de terres polluées ou d'hydrocarbures, le transport devra faire l'objet du « Bordereau de suivi des déchets spéciaux » conforme au modèle administratif existant.

Autres déchets

Les autres déchets ne demandent pas de conditions particulières de transport, si ce n'est que l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour que les différentes natures de déchets ne puissent se mélanger lors du transport.

COMPTE PRORATA**Gestion**

LES ENTREPRISES DEVRONT PARTICIPER AU COMPTE PRORATA DANS LES CONDITIONS CI-APRES : [Celui-ci sera sera géré par le lot n°01/Gros Œuvre]

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**°Installation de chantier et frais annexes - compte prorata**

Les frais de chantier sont à la charge des intervenants dans les conditions précisées au tableau ci-après.

Certains frais imputables en commun seront inscrits dans un COMPTE PRORATA dont la gestion sera assurée par l'entrepreneur du lot principal à savoir le lot Gros Œuvre.

Le compte sera réparti entre les entreprises au prorata du montant de leurs marchés initiaux, éventuellement modifiés par avenant.

Les factures imputées au prorata seront établies en déboursés réels avec majoration de 10 %.

Un compte ainsi établi sera majoré de 10 % pour frais de gestion.

Un acompte d'approvisionnement du compte prorata pourra être demandé en cours de chantier, à concurrence de 0.5 % du montant des marchés.

En fin de chantier, chaque entreprise devra, pour être soldée, présenter le quitus de sa participation au compte prorata.

Il est précisé que, mis à part les frais communs, les prix de chaque lot comprendront tous les travaux, prestations et frais annexes qui le concernent en particulier, dont par exemple :

- échafaudages
- moyens de levage
- sécurité de chantier (sauf sécurité collective)
- baraquement de stockage
- nettoyage pendant et après travaux
- évacuation des gravois correspondants
- reproduction des documents particuliers et marchés de travaux
- frais de gestion du gardiennage des accès.
- vestiaires.

Répartition**IMPUTATION****A/ Reproduction de documents et diffusion**

Reproduction des dossiers complémentaires pour constituer les marchés et avenants éventuels : A la charge de chaque lot

Reproduction des documents pour le chantier (planning - plans - CCTP...) : A la charge de chaque lot

B/ Branchements et consommations

Branchement provisoire et installation d'un robinet d'eau sur le chantier : lot n°01

Branchement provisoire d'électricité : lot n°01

Installation électrique du chantier conforme aux normes de sécurité des travailleurs : lot n°01

Consommations (Eau/Elec/Télécom) : Fourni par le maître d'ouvrage

C/ Installations provisoires

Installation et location de sanitaires (10 p) : lot n°01

Branchements communs pour vestiaires et sanitaires de chantier (eau, électricité) : lot n°01

Baraquements pour vestiaires : Chaque entreprise concernée

Baraquements de stockage : Chaque entreprise concernée

Moyens de levage : Chaque entreprise concernée

D/ Panneaux, clôtures et fermetures

Panneau réglementaire de permis de construire et déclaration préalable : lot n°01

Panneau de chantier de 10 m² environ avec définition de l'opération et désignation du Maître d'ouvrage et des intervenants suivant détail fourni par la Maîtrise d'Oeuvre et la Maîtrise d'Ouvrage : lot n°01

Clôture d'isolement du chantier (entretien/réparation/dépose) : lot n°01

Palissade énumérée au P.G.C. : lot n°01

E/ Gardiennage (sans objet)**F/ Sécurité sur le chantier et contrôle**

Installations pour la sécurité collective : lot n°01

Installations propres à l'exécution des travaux (conformément aux normes de sécurité en vigueur voir article GC.7-1) : Chaque entreprise concernée

G/ Nettoyage

Nettoyage général du chantier, bâtiments et abords, sanitaires, bureau de chantier, etc... : lot n°01

Nettoyage des voies publiques compte tenu des transports de terre, de matériaux, etc... : Chaque entreprise concernée

Nettoyage après chaque intervention dans les bâtiments : Chaque entreprise concernée

Mise à la disposition de bennes avec tri sélectif pour les gravois divers et évacuation : Chaque entreprise concernée

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Nettoyage avant OPR : Chaque entreprise concernée

Nettoyage de mise en service pour la réception : chaque entreprise concernée